

LA BANQUE NATIONALE SUISSE AU RÔLE AUX PARTIS

LE FACE-À-FACE

La Banque nationale suisse a abandonné le taux plancher de 1 fr. 20 pour un euro. L'Etat doit-il venir en aide à l'économie et au tourisme?

La fin du taux plancher était inévitable. En 2011, déjà, l'UDC annonçait que cette mesure était mauvaise car elle partait du principe que les pays européens allaient résoudre le problème de leurs dettes. Rien ou presque n'a été fait depuis ce moment-là, l'Europe va imprimer des billets à tour de bras et la Suisse n'avait pas d'autre choix que d'abandonner l'arrimage à l'euro qui vient de coûter, sans doute, plus de 50 milliards au contribuable. Que faire? Fixer un taux plus bas?

Nous aurions les mêmes effets. Lancer un autre

plan de relance? Ceux du passé ont été inutiles, les forces en présence nous dépassent et même 10 milliards ne suffiraient pas. Et on ne les a pas. Des solutions? Augmenter notre masse monétaire et créer un fonds souverain qui prendrait des positions dans des actifs stratégiques en Europe. Electricité, transports... De quoi négocier plus

facilement à l'avenir avec l'UE, non? Ou alors, utiliser ce capital pour rembourser les dettes fédérales et cantonales pour ensuite adapter la fiscalité et rendre nos entreprises ultra-compétitives. L'histoire est à notre porte,

à nous de saisir cette chance pour améliorer nos conditions-cadres et créer les succès de demain. ●

La décision de la BNS a secoué tout le monde politico-économique: une véritable catastrophe pour

nos emplois. Cela menace surtout notre industrie d'exportation et notre économie touristique, dont la compétitivité est grandement menacée. Des dizaines de milliers d'emplois sont en danger en Suisse. Evidemment, le canton du Valais est particulièrement concerné. Nous n'avions vraiment pas besoin de cela en ce moment! L'inquiétude domine et je ne parviens pas à comprendre la réaction de l'UDC, qui se réjouit du retour aux lois du marché et de la victoire des spéculateurs au détriment des emplois et de l'économie réelle. Nous devons à présent lutter contre les licenciements en incitant les entreprises à plutôt recourir au chômage partiel et envisager d'augmenter le droit au chômage pour certains secteurs ou régions. Pour éviter des drames humains, il est également essentiel de protéger les travailleurs de plus de 50 ans contre les licenciements

et d'abaisser le seuil qui oblige les employeurs à négocier un plan social (100 plutôt que 250 actuellement). Enfin, le pouvoir d'achat des revenus faibles et moyens doit être maintenu, car cet argent est immédiatement réintroduit dans l'économie. Ainsi, il faut lutter contre toute baisse d'impôts, qui n'avantage que les plus fortunés et, au contraire, renforcer certaines subventions, comme les subsides pour primes d'assurance maladie. A l'inverse des politiques d'austérité actuelles! ●

«Nous devons saisir cette chance pour améliorer nos conditions-cadres.»

JÉRÔME DESMEULES
COPRÉSIDENT,
UDC VALAIS ROMAND

«L'Etat doit intervenir pour sauver les emplois!»

MATHIAS REYNARD
CONSEILLER NATIONAL, PS

LA TRIBUNE DES POLITIQUES

PDC

«Des incitations étatiques sont nécessaires»

DAVID THÉODULOZ DÉPUTÉ



TOURISME DE DEMAIN L'annonce de la BNS accentue de manière brutale des problématiques auxquelles est confrontée notre industrie touristique depuis des années.

Dire que l'Etat ne doit rien faire, c'est se moquer des 40 000 personnes concernées par cette activité économique dans notre canton. Le rôle des institutions publiques, c'est d'offrir des conditions-cadres permettant à l'activité touristique d'être rentable. L'attractivité des destinations touristiques passe par des infrastructures de qualité et l'effort pour y arriver doit comprendre une implication publique.

Il est temps aujourd'hui d'imaginer les instruments du tourisme de demain, en particulier pour ce qui concerne son financement (partenariat public privé, fonds de réorientation, banque du tourisme, fiscalité...) en s'appuyant sur l'initiative privée. Le sens de l'accueil et le service à la clientèle disposent également d'un potentiel d'amélioration. C'est pourquoi un investissement dans la formation (de base et continue) doit être soutenu. Là aussi, des incitations étatiques sont souhaitables. ●

CENTRE GAUCHE

«Nécessaire d'agir sans céder à la panique»

RAYMOND BORGEAT PRÉSIDENT



MESURES D'ACCOMPAGNEMENT Dans les circonstances de ce tsunami économique, comme dans toutes situations d'urgence, il est nécessaire de prévoir des mesures d'accompagnement, sans céder à la panique.

Au niveau fédéral, il y a lieu de puiser dans les réserves accumulées par la BNS pour compenser une diminution ponctuelle du taux de TVA pour les branches du tourisme, telles que l'hôtellerie, la restauration et les remontées mécaniques. Un assouplissement des conditions d'octroi du chômage technique devrait soutenir les PME et les employés des secteurs touchés. La BNS a baissé ses taux (taux négatifs), ce qui constitue déjà une forme d'aide aux entreprises.

Au niveau cantonal, il est nécessaire que l'Etat s'engage via Valais/Wallis Promotion à mettre encore plus en valeur les richesses de notre canton. Les touristes confédérés doivent davantage venir découvrir le Vieux-Pays.

Enfin, le citoyen peut également soutenir le réseau économique en consommant valaisan. Dans cette situation difficile, il s'agit d'être solidaire à tous les niveaux, tourisme, PME et produits de consommation. ●

PLR

«L'Etat doit soutenir l'économie»

PATRICK CRETTON DÉPUTÉ SUPPLÉANT



AU SERVICE DES ENTREPRISES Oui, l'Etat doit non seulement soutenir les entreprises et le tourisme, mais également l'ensemble des acteurs économiques. Ce sont eux qui

créent la richesse et les emplois, rendent possible notre prospérité et contribuent à la qualité de vie des citoyens.

Les coûts de production sont élevés en Suisse, nous le savons tous. Un franc fort met une pression supplémentaire sur la rentabilité de nos produits. L'Etat doit mettre en place des conditions-cadres optimales. Cela passe par une baisse de la fiscalité, la réduction des tracasseries administratives et un Etat au service des entreprises, pas l'inverse. C'est là qu'il faut intervenir pour donner du mou aux entreprises et au tourisme, assurant leur viabilité à long terme.

Cela passe aussi par un Etat exemplaire, efficace, à taille raisonnable, surtout conscient que l'argent dépensé par l'administration doit d'abord être créé par l'économie.

Mais cinq jours après la décision de la BNS, la première chose à faire est d'attendre la stabilisation de la situation. Ensuite viendra le temps de l'action politique en fonction des nouveaux équilibres. ●

LA GAUCHE

«Continuer à jouer la carte du protectionnisme»

OLIVIER COTTAGNOUD COORDINATEUR



QUELS REMÈDES? La BNS, en régulant artificiellement le taux de l'euro, a joué la carte du protectionnisme. Un protectionnisme financier.

On y trouvait des aspects positifs et négatifs, comme d'ailleurs dans la baisse drastique de l'euro de ces jours. Certains secteurs seront gagnants, tels ceux dépendant de l'importation: matières premières, énergie, etc. Si on devait faire la critique de la BNS, ce serait sur le calendrier et sur le manque de signaux pour s'y préparer.

Maintenant, quels sont donc les remèdes à ce changement brutal?

Il faut continuer à jouer cette carte du protectionnisme, mais cette fois économique et social. Economique, en taxant les produits importés en concurrence avec nos produits suisses, et social, en ne dégradant pas les salaires et le pouvoir d'achat des habitants de ce pays. ●

LES VERTS

«Europe, bilatérales ou la faim?»

MARYLÈNE VOLPI FOURNIER DÉPUTÉE



ENGAGEMENT Le chemin des bilatérales piétiné par l'UDC et le franc fort posent une question de fond aux Suisses: adhérer à l'Europe et adopter l'euro; continuer avec la voie bilatérale ou crever seuls sur notre île de cherté.

Pour garder la voie bilatérale et le soutien à l'économie d'exportation et au tourisme, il y a eu: la BNS et trois ans de taux plancher à 1 fr. 20 (sans dividendes à la Confédération et aux cantons); le Conseil fédéral et les réformes sur la fiscalité des entreprises; les réformes voulues en Valais dans le tourisme pour le rationaliser et l'adapter à une réalité mondialisée (réformes refusées!) ou la création d'un fonds de 50 millions pour la rénovation des infrastructures touristiques. De l'autre côté de la balance: la suppression de la garantie des risques à l'exportation, le refus d'une assurance fédérale contre les risques de fluctuations monétaires; l'attitude irresponsable de l'UDC qui remet en question dès qu'elle le peut les bilatérales.

La BNS a fait ce qu'elle a pu. Merci! Place à l'engagement de l'économie pour les bilatérales et aux politiques pour soutenir par des aides ponctuelles certains secteurs économiques d'exportation. Place aux électeurs: l'enjeu de 2015 est de garder la même majorité au Conseil fédéral et de sauver les bilatérales. ●